

(N° 168.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 JUIN 1911.

Projet de loi contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1907 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES FINANCES, (2),
PAR M. BORBOUX.

MESSIEURS,

Votre Commission des finances s'est réunie en exécution de l'article 26 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'État, en vue d'examiner le projet de loi concernant le règlement définitif du budget de 1907.

Déférant à la demande de deux de ses membres, elle a prié son rapporteur soussigné de poser, au nom de la Commission, à M. le Ministre des Finances, les questions reproduites ci-après accompagnées des réponses que M. le Ministre des Finances a faites à chacune d'elles.

QUESTION I.

La Cour des Comptes, dans son cahier d'observations (session 1909-1910, Doc. 44, p. 54), relève deux points :

- 1° Le 31 décembre 1907, une somme de 2,052,500 francs a été versée par la Banque Nationale; elle n'a été portée qu'au compte de 1908;
- 2° La Compagnie des wagons-lits a versé une somme de 451,524 fr., elle a été portée en recettes au budget ordinaire alors que l'avance a été faite par le budget extraordinaire.

N'y a-t-il pas lieu de rectifier le compte dans le sens des observations de la Cour des comptes?

RÉPONSE.

Pour justifier les opérations ci-contre, le Département des finances a fait

(1) Projet de loi, n° 29.

(2) La Commission permanente des Finances est composée de MM. Nerinx, *président*, Bertrand, Borboux, Braun, Carton de Wiart, Delvaux, Denis, de Sadeleer, Levie, Visart de Bocarmé.

valoir les considérations suivantes, qui sont insérées dans le cahier d'observations de la Cour des Comptes (Doc. 44, p. 54), savoir :

1° Versement de la Banque Nationale :

« Il n'eût pas été conforme aux règles de la comptabilité de faire figurer »
 » cette somme en recette au compte du budget de l'exercice 1907, alors que »
 » les remboursements d'une certaine importance à faire éventuellement »
 » en 1908, aux porteurs d'anciens billets, seraient imputés sur le budget »
 » des non-valeurs de ce dernier exercice.

» Les remboursements effectués en 1908 s'élèvent à 278,600 francs; le »
 » montant en a été prélevé sur la somme de 2,052,500 francs et le surplus, »
 » soit 1,773,900 francs, a été versé dans la caisse de l'État, le 26 décem- »
 » bre 1908, à titre de recette accidentelle du Trésor. »

2° Versement de la Compagnie des wagons-lits.

« Quant à l'annuité à payer par la Compagnie des wagons-lits et des »
 » grands express internationaux du chef d'une provision de 500,000 francs »
 » avancée par l'État, il convient de remarquer que cette annuité comprend »
 » à la fois l'intérêt et l'amortissement du capital, et, dans ces conditions, la »
 » partie correspondant à l'intérêt aurait dû aller au budget ordinaire et la »
 » partie correspondant à l'amortissement au budget extraordinaire.

» Pour ne pas partager une recette entre le budget ordinaire et le budget »
 » extraordinaire, ce qui aurait été une complication d'écritures, le Gouver- »
 » nement a inscrit sous une rubrique spéciale, à partir de 1905, l'annuité »
 » entière, soit 28,926 francs, au budget ordinaire. »

« Par voie de conséquence, le remboursement anticipatif effectué par la »
 » compagnie des wagons-lits a été rattaché sous cette rubrique au compte du »
 » budget de l'exercice 1907.

» De plus, il est à considérer que si la provision de 500,000 francs a été »
 » prélevée sur le crédit extraordinaire de 3,585,368 francs alloué par la loi »
 » du 24 août 1901 et à couvrir par l'emprunt, l'intérêt et l'amortissement de »
 » ce capital sont à la charge du budget ordinaire. »

Ainsi que le constate l'exposé des motifs du projet de loi contenant le règlement définitif du budget de 1907, les résultats du compte général de l'administration des finances ont été admis par la Cour des Comptes.

Il n'y a donc pas lieu de rectifier ce compte.

QUESTION II.

D'après l'article 55 de la loi de 1846, le projet devait être déposé en décembre 1909. Il a été déposé le 6 décembre 1910, donc avec un retard d'un an. Ne serait-il pas possible de hâter le dépôt de la loi sur le budget définitif de 1908?

RÉPONSE.

Conformément à l'article 55 de la loi de 1846, la Cour des Comptes a soumis à la Législature le 8 décembre 1909 (Doc. n° 44) le compte général de l'administration des finances rendu pour l'année 1908 et comprenant le compte définitif de l'exercice 1907.

La Cour des comptes a renvoyé le manuscrit du compte général au Département des finances, le 6 janvier 1910 et il a été déposé sur le bureau de la Chambre à la séance du 1^{er} février suivant.

L'impression de ce document n'ayant pas été terminée avant la fin de la session 1909-1910, le projet de loi pour le règlement définitif de budget de l'exercice 1907 n'a pu être déposé qu'au commencement de la session 1910-1911.

Le manuscrit du compte général de 1909, comprenant le compte définitif du budget de l'exercice 1908, a été renvoyé par la Cour des Comptes le 10 janvier 1911 et il sera déposé incessamment sur le bureau de la Chambre.

Le projet de loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1908 ne pourra être présenté aux Chambres législatives qu'après l'impression du compte général de 1909.

QUESTION III.

Le résultat final de l'exercice est un excédent de dépenses de fr. 162 millions 732,875.08.

Le Gouvernement, dans le compte général (p. 59) déclare qu'il lui eût suffi de négocier une partie des emprunts dont l'émission était autorisée pour transformer l'excédent de dépenses en excédent de recettes.

Pourquoi n'a-t-il pas procédé à cette négociation qui régulariserait la situation?

RÉPONSE.

La création de ressources par voie d'emprunt, dont l'opportunité est laissée à l'appréciation du Gouvernement, a lieu suivant les besoins de la caisse du Trésor, lesquels sont indépendants de la balance des comptes budgétaires.

(Voir les explications données à ce sujet dans le § 5 de la situation générale du Trésor au 1^{er} janvier 1908, Doc. parl., n° 153.)

La réalisation de la mesure envisagée ci-contre eût été, au surplus, contraire aux intérêts de l'État : elle eût eu pour conséquence d'augmenter le montant de la dette publique sans autre utilité que d'accroître proportionnellement les disponibilités du Trésor.

QUESTION IV.

Le Budget pour ordre contient des dépenses de l'État, notamment des fonds spéciaux.

Pourquoi n'est-il pas compris dans la loi du Budget définitif?

RÉPONSE.

Cette question a déjà fait l'objet d'un débat à la Chambre des représentants.

Répondant à M. Mechelynck au cours de la séance du 4 juin 1909 (*Ann. parl.*, p. 1556), le Ministre des Finances s'exprimait ainsi :

« Messieurs, l'honorable M. Mechelynck demande pourquoi la loi des
» comptes ne mentionne pas les dépenses faites à charge des fonds spé-
» ciaux.

» La raison en est bien simple, c'est qu'aux termes de la loi sur la compta-
» bilité de l'État, la loi des comptes doit être soumise aux Chambres dans la
» même forme et dans le même cadre que la loi du budget. Or, comme le
» budget pour ordre où figurent les fonds spéciaux n'est pas compris dans
» le budget général, il ne se concevrait pas qu'il fut compris dans la loi de
» compte.

» C'est ainsi, du reste, qu'il a été procédé sous tous les Gouvernements
» qui se sont succédé depuis la création du budget pour ordre.

» Le budget général ne comprend que les allocations destinées aux
» dépenses générales, alors que les fonds spéciaux, ainsi que le mot l'in-
» dique suffisamment, ne peuvent être affectés qu'à des dépenses spéciales ;
» leur spécialisation se trouve assurée par leur inscription au budget
» pour ordre. Leur gestion est, au surplus, vérifiée par la Cour des Comptes,
» de plus, elle est exposée dans le compte général des finances publié dans
» les documents de la Chambre. »

L'ensemble du projet est adopté par 4 voix et 2 abstentions.

Le Rapporteur,

A. BORBOUX.

Le Président,

E. NERINCX.



(1)

(N^o 168)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 JUNI 1911.

Wetsontwerp tot eindregeling van de begrooting voor het dienstjaar 1907 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER BORBOUX.

MIJNE HEEREN,

Ter uitvoering van artikel 26 der wet van 15 Mei 1846 op 's Rijks comptabiliteit vergaderde uwe Commissie voor de Financiën om over te gaan tot het onderzoek van het wetsontwerp betreffende de eindregeling der begrooting van 1907.

Op verzoek van twee harer leden, heeft zij haren Verslaggever gelast tot den Minister van Financiën de vragen te richten, welke wij hieronder opnemen met de antwoorden, ons door den Minister van Financiën overgemaakt.

1^{ste} VRAAG.

In hare opmerkingen (zittingsjaar 1909-1910, Stuk 44, bl. 54) vestigt de Rekenkamer de aandacht op deze twee punten :

1^o Op 31 December 1907 werd eene som van 2,032,500 frank gestort door de Nationale Bank ; ze werd enkel op de rekening van 1908 gebracht ;

2^o De Maatschappij der Slaapwagens stortte eene som van 431,524 frank ; deze som werd ingeschreven onder de ontvangsten van de gewone begrooting, alhoewel zij werd voorgeschoten op de buitengewone begrooting.

Dient de rekening niet te worden gewijzigd overeenkomstig met de opmerkingen van de Rekenkamer ?

(1) Wetsontwerp, n^o 29.

(2) De Bestendige Commissie voor de Financiën is samengesteld uit de heeren Nerinx, voorzitter, Bertrand, Borboux, Braun, Carton de Wiart, Delvaux, Denis, de Sadeleer, Levie, Visart de Bocarmé.

ANTWOORD.

Om bedoelde verrichtingen te billijken, deed het Ministerie van Financiën de volgende beschouwingen gelden, die voorkomen onder de opmerkingen van de Rekenkamer (Stuk 44, bl. 54), namelijk :

1^o Storting door de Nationale Bank :

« Het had niet gestrookt met de regelen der boekhouding, die som op te » nemen onder de ontvangsten der begrooting van 1907, terwijl men de » terugbetalingen van zeker belang, die, bij voorkomend geval, in 1908 » zouden moeten gedaan worden ten bate van de houders van vroegere » bankbriefjes, in rekening zou brengen op de begrooting der onwaardes » voor dit laatste boekjaar.

« De in 1908 gedane terugbetalingen beloopten 278,600 frank ; dat bedrag » werd genomen op de som van 2,052,500 frank en het overige, dus 1 mil- » lioen 773,900 frank, werd gestort in 's Rijks kas, op 26 December 1908, als » toevallige ontvangst der Schatkist. »

2^o Storting door de Maatschappij der Slaapwagens :

« Wat betreft de annuïteit, door de Maatschappij der Slaapwagens en der » groote internationale sneltreinen te betalen wegens een voorschot » van 500,000 frank door den Staat, dient te worden opgemerkt dat in » deze annuïteit zijn begrepen de interest en tevens de aflossing van het kapi- » taal ; bijgevolg had men het gedeelte, dat den interest uitmaakt, moeten » brengen op de gewone begrooting en het gedeelte, dat de aflossing uit- » maakt, op de buitengewone begrooting.

» Om eene ontvangst niet te verdeelen tusschen de gewone en buiten- » gewone begrooting — dat zou eene verwickeling in de geschriften veroor- » zaakt hebben, — heeft, van 1903 af, de Regeering de gansche annuïteit, of » 28,926 frank, gebracht op de gewone begrooting, onder een bijzonder » opschrift.

» Daaruit volgt dat de voorbarige terugbetaling, door de Maatschappij der » Slaapwagens, eveneens onder dit opschrift werd gebracht op de gewone » begrooting van het dienstjaar 1907.

» Daarenboven moet men in aanmerking nemen dat, indien het voorschot » van 500,000 frank genomen werd op het buitengewoon krediet van 3 mil- » lioen 585,568 frank, toegestaan bij de wet van 24 Augustus 1901 en door » de leening te dekken, de interest en de aflossing van dit kapitaal ten laste » van de gewone begrooting komen. »

Zooals de Toelichting van het wetsontwerp tot eindregeling van de Begrooting voor 1907 het vaststelt, heeft de Rekenkamer de uitkomsten der Algemeene rekening van het Beheer van Financiën aangenomen.

Deze rekening dient dus niet gewijzigd te worden.

VRAAG II.

Volgens artikel 33 der wet van 1846 moest het ontwerp ingediend worden in December 1909. Het werd ingediend den 6ⁿ December 1910, dus een jaar

telaat. Ware het niet mogelijk, het voorleggen van de wet op de eindregeling der Begrooting voor 1908 te bespoedigen?

ANTWOORD.

Krachtens artikel 33 der wet van 1846 heeft de Rekenkamer de algemeene rekening van het Beheer van Financiën over het jaar 1908, waarin begrepen is de slotrekening over het dienstjaar 1907, aan de Wetgevende Kamers onderworpen op 8 December 1909 (Stuk n^o 44).

De Rekenkamer zond het handschrift van de algemeene rekening aan het Ministerie van Financiën terug op 6 Januari 1910 en het werd aan de Kamer voorgelegd ter vergadering van 1 Februari daarop volgende.

Daar men dat stuk niet kon afdrukken vóór het sluiten van het zittingsjaar 1909-1910, zoo kon het wetsontwerp tot eindregeling van de Begrooting voor het dienstjaar 1907 niet vroeger dan bij den aanvang van het zittingsjaar 1910-1911 overgelegd worden.

Het handschrift der algemeene rekening van 1909, behelzende de eindrekening van de begrooting voor het dienstjaar 1908, werd door de Rekenkamer teruggezonden op 10 Januari 1911; het zal eérlang aan de Kamer voorgelegd worden.

Het wetsontwerp tot eindregeling van de begrooting voor het dienstjaar 1908 zal slechts na het drukken van de algemeene rekening van 1909 bij de Wetgevende Kamers kunnen ingediend worden.

VRAAG III.

Het dienstjaar sluit met een nadeelig slot van fr. 162,732,875.08.

De Regeering verklaart in de algemeene rekening (bl. 39) dat zij het nadeelig slot zonder moeite kon veranderen in een batig slot door een deel van de leeningen aan te gaan, waarvan de uitgifte werd toegestaan.

Waarom handelde zij niet op deze wijze, zoodat de toestand zou geregeld zijn?

ANTWOORD.

Het aanschaffen van geldmiddelen door de leening, over welke gepastheid de Regeering uitspraak doet, geschiedt naar gelang van de behoeften der Schatkist; deze zijn onafhankelijk van de balans der begrootingsrekeningen.

(Zie de uitleggingen daarover in § 5 van den algemeenen toestand der Schatkist op 1 Januari 1908. Stukken der Kamer, n^o 135.)

Het nemen van bedoelden maatregel zou daarenboven in strijd geweest zijn met de belangen van den Staat; het zou voor gevolg gehad hebben, het bedrag van 's Lands schuld te verhoogen zonder ander nut dan de beschikbare gelden der Schatkist naar evenredigheid te vermeerderen.

VRAAG IV.

De Begrooting voor order begrijpt uitgaven van den Staat, namelijk bijzondere fondsen.

Waarom is zij niet begrepen in de wet tot einderegeling der Begrooting?

ANTWOORD.

Deze vraag gaf reeds aanleiding tot een debat in de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Antwoordende op den heer Mechelynck ter vergadering van 4 Juni 1909 (*Handelingen*, bl. 1336), drukte de Minister van Financiën zich uit als volgt :

« Mijne Heeren, de achtbare heer Mechelynck vraagt waarom in de wet » tot einderegeling niet zijn vermeld de uitgaven ten laste van de bijzondere » fondsen.

» De reden daarvan is heel eenvoudig : naar luid van de wet op 's Rijks » comptabiliteit, moet de wet tot einderegeling aan de Kamers onderworpen » worden op dezelfde wijze en in denzelfden vorm als de Begrootingswet. » Nu, daar de Begrooting voor order, waarop de bijzondere fondsen voor- » komen, niet begrepen is in de Algemeene Begrooting, zou het niet logisch » zijn, ze te begrijpen in de wet tot einderegeling.

» Overigens, zóó werd er steeds gehandeld onder al de regeeringen die » elkander opvolgden sedert het tot stand brengen van de Begrooting voor » order.

» De Algemeene Begrooting behelst enkel de kredieten bestemd voor de » algemeene uitgaven, terwijl de bijzondere fondsen, zooals het woord zelf » het genoeg aanduidt, kunnen besteed worden aan bijzondere uitgaven ; » de bijzondere bestemming daarvan wordt verzekerd door het inschrijven » op de Begrooting voor order. Overigens, het beheer van die fondsen wordt » nagezien door de Rekenkamer en daarenboven uiteengezet in de alge- » meene rekening der Financiën, welke opgenomen wordt onder de stukken » der Kamer. »

Het wetsontwerp wordt in zijn geheel aangenomen met 4 stemmen en 2 onthoudingen.

De Verslaggever,

A. BORBOUX.

De Voorzitter,

E. NERINX.
